

mier ministre. La politique du gouvernement en matière d'adjudication de contrats pour la construction d'édifices fédéraux permet-elle qu'on adjuge ces contrats à des entreprises dont la main-d'œuvre n'est pas syndiquée?

M. l'Orateur: A l'ordre. La question devrait être inscrite au *Feuilleton*.

L'ÉNERGIE

LE BASSIN MINAS—LA PROLONGATION DE L'ÉTUDE SUR LES AMÉNAGEMENTS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J. M. Forrestall (Halifax): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Aurait-il l'obligeance de fournir à la Chambre l'assurance, avant l'ajournement, qu'aucune restriction ne sera apportée aux études d'aménagement de l'énergie marémotrice du bassin de Minas?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, la possibilité ne m'en a pas été signalée, mais je me renseignerai.

L'AGRICULTURE

L'INSTITUTION D'UN MARCHÉ À TERME DU BŒUF

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Ed. Schreyer (Springfield): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre de l'Agriculture, je poserai ma question à son secrétaire parlementaire. Comme, aux dernières nouvelles, le gouvernement serait favorable à l'adjonction d'un marché à terme du bœuf à la Bourse des grains de Winnipeg, j'aimerais savoir ce qu'il pense de cette idée?

M. l'Orateur: A l'ordre. La question devrait être inscrite au *Feuilleton*.

[Plus tard]

M. Schreyer: Monsieur l'Orateur, puis-je demander au premier ministre s'il est disposé à vérifier les rumeurs selon lesquelles le gouvernement fédéral appuierait l'établissement d'un marché à terme du bœuf à la Bourse des grains de Winnipeg?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député a posé une question tantôt et on lui a conseillé de la faire inscrire au *Feuilleton*. Il en pose maintenant une dans le même sens au premier ministre.

QUESTION POSÉE AU CABINET

A l'appel de l'ordre du jour.

M. T. S. Barnett (Comox-Alberni): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Travaux publics et découle de mon grand désir de voir un nouveau programme de développement des routes régionales au Canada, avec la participation fédérale. Croit-il que la démission du ministre itinérant de la Voirie de la Colombie-Britannique facilitera la mise en œuvre d'un tel programme?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. L'ordre du jour. Avant de passer à l'appel de l'ordre du jour, je signale qu'on m'a donné à entendre, tantôt, que le ministre de la Consommation et des Corporations voulait demander à la Chambre de revenir à l'appel des motions, afin de déposer un document. Est-on d'accord?

M. Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria): J'invoque le Règlement; j'essayais d'obtenir la parole pour poser une question.

M. l'Orateur: Le député de Cap-Breton-Nord et Victoria.

QUESTIONS OUVRIÈRES

NORTH-SYDNEY (N.-É.)—L'AIDE AUX DÉBARDEURS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Robert Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria): Monsieur l'Orateur, je m'excuse de déranger l'optimiste ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, mais j'aimerais savoir s'il est en mesure de fournir la déclaration que le très honorable premier ministre a promise hier au sujet des congédiements massifs et imminents de débardeurs dans le port de North-Sydney.

L'hon. Jean Marchand (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, je le ferai si l'on veut, mais je me demande s'il ne serait pas préférable de revenir à l'appel des motions, car la déclaration prend une page entière.

Une voix: Non.

M. Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria): L'idée me paraît excellente.

M. l'Orateur: Il n'y a pas consentement unanime pour revenir à l'appel des motions. La Chambre consent-elle à ce que le ministre dépose le document dont il a parlé, qui contient les renseignements demandés par le député?